

Arrêt immédiat de l'agression criminelle et irresponsable contre Gaza

Les bombardements sur Gaza, sans doute la plus grande opération militaire dans la bande depuis des décennies, ont atteint un degré de violence difficilement imaginable et interpellent la conscience de chacun.

Dès le premier jour, ce sont 230 morts et 700 blessés qui ont été dénombrés parmi les Palestiniens, ce qui rapporté à l'échelle de la France représenterait plus de 10 000 morts et 30 000 blessés ; pour les Etats-Unis ces chiffres seraient de 43 000 morts et 133 000 blessés- les attentats du 11 septembre à New York avaient fait 3 000 morts.

Ainsi toute proportion gardée, cette comparaison macabre prouve à l'évidence que le terrorisme d'Etat auquel se livre Israël représente la forme la plus violente et la plus meurtrière mise en œuvre et montre l'urgence absolue qu'il y a à contraindre Israël à mettre un terme à une agression égalant en horreur les pires situations.

Faisant suite aux multiples bouclages de la bande de Gaza qui ont eu pour conséquence une détérioration alarmante de la situation humanitaire dont s'était ému publiquement le rapporteur spécial pour l'ONU des droits de l'homme dans les territoires occupés parlant déjà de punition collective équivalant à un crime contre l'humanité, les bombardements indistincts sur la bande de Gaza contreviennent de façon encore plus terrible aux règles les plus élémentaires de la communauté internationale et il serait inadmissible que leurs auteurs n'en rendent pas compte devant les tribunaux internationaux.

La disproportion entre les tirs de roquettes qui avaient pris pour cible la ville de Sdérot mettant fin à la trêve (et qui n'avaient causé que des dégâts matériels) et l'ampleur de la riposte israélienne a de quoi interroger sur les véritables motivations qui ont poussé le gouvernement israélien à intervenir avec une telle intensité et de façon aussi asymétrique

Se débarrasser du régime du Hamas à Gaza comme l'a déclaré le gouvernement israélien ne peut justifier pareils agissements criminels et compter sur les bombardements pour provoquer un soulèvement de la population contre le Hamas est un calcul des plus sommaires comme l'a déjà montré l'échec du blocus. Seuls resteront la désolation, un ressentiment encore plus fort contre Israël et sans doute aux yeux des Palestiniens une image positivée du Hamas, comme cela a été le cas lors de l'agression du Liban en juillet 2006 ...

Cette campagne intervient surtout alors que les élections législatives israéliennes doivent se tenir le 10 février, dans un contexte de surenchère belliciste entre les principaux partis, en direction d'un

électorat qu'on prétend rassurer en lui proposant des solutions de force alors même que ce qui est en jeu, c'est l'irresponsabilité et l'incapacité des leaders politiques à faire de véritables choix reculant toujours le moment fatidique d'ouvrir de véritables négociations ; et perméables aux idées les plus extrémistes, ils se laissent dicter la conduite des affaires par les éléments les plus xénophobes et les plus racistes de la classe politique.

Parallèlement, le mandat du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas arrivant à expiration le 9 janvier prochain, substituer la force militaire israélienne à la volonté des électeurs palestiniens représente une erreur profonde et un camouflet supplémentaire infligé à tous les Palestiniens.

Aujourd'hui cependant l'urgence absolue reste de mettre fin à l'agression israélienne et la responsabilité de la communauté internationale est plus que jamais engagée. A se refuser de prendre des sanctions contre Israël, l'Union européenne n'a fait qu'encourager l'intransigeance israélienne et rendre possibles les choix militaires opérés.

Exiger l'arrêt des combats et de la part d'Israël et de la part du Hamas sans mettre immédiatement des mesures coercitives propres à faire reculer Israël équivaut à tirer un coup d'épée dans l'eau.

L'heure des choix est venue pour la communauté internationale. Différer ne serait-ce que de quelques jours les mesures à l'encontre d'Israël et il sera alors trop tard ; irréparable sera devenu irréversible et les lamentations hypocrites ne pourront effacer l'inefficacité et/ou la complicité de la communauté internationale. Sa culpabilité dans l'enfer que connaît la population de Gaza est en jeu.

L'heure des choix est également venue pour Israël. Dans le passé les options militaires n'ont jamais donné les résultats escomptés, aujourd'hui elles s'avèrent catastrophiques et à terme cette agression criminelle ne fera que susciter de nouvelles vocations de martyrs et de nouveaux actes de désespérance. Le statu quo n'est plus tenable et il est temps qu'Israël s'engage de façon claire et définitive sur l'existence d'un Etat palestinien conforme aux résolutions de l'ONU.

Catastrophique et alarmante est aujourd'hui la situation dans toute la région et les risques de dérapage et d'escalade incontrôlée méritent une action résolue. La France et l'Ue doivent assumer toutes leurs responsabilités. Chaque minute compte.